

Ecrit par le 22 novembre 2024

La Ville d'Apt veut revitaliser son territoire



Dans le cadre du programme 'Petites villes de demain' dont Apt fait partie depuis octobre 2020, la Ville vient de signer une convention d'opération de revitalisation du territoire avec l'Etat, le Conseil départemental de Vaucluse et la communauté de communes Pays d'Apt Luberon.

Le programme Petites Villes de Demain vise à donner aux élus des intercommunalités, et des villes de moins de 20 000 habitants exerçant des fonctions de centralité, les moyens de concrétiser leur projet de territoire. Dans ce cadre, la Ville d'[Apt](#) a décidé de lancer son opération de revitalisation de territoire, en partenariat avec l'Etat, le [Département](#) et la communauté de communes [Pays d'Apt Luberon](#), pour lutter prioritairement contre la dévitalisation des centres-villes, porter et mettre en œuvre des projets de territoire dans les domaines urbain, économique et social.

Ecrit par le 22 novembre 2024

« A travers ce programme, la Ville d'Apt concentre son ambition sur le renforcement de ses capacités à remplir ses fonctions de centralité et sur la réalisation de projets concrets qui intègrent les dimensions économique, sociale et environnementale », explique [Emilie Sias](#), adjointe à la politique de la Ville, chargée de la coordination du programme 'Petites villes de demain'.

Parmi les projets qui sont prévus entre 2023 et 2026, il y a : la réhabilitation du gymnase Michaël Guigou, le réaménagement de la place Jean Jaurès, la renaturation des cours des écoles, l'aménagement d'une maison des sports, la redynamisation du commerce du cœur de ville, la création d'un parking relais, la création d'un équipement culturel intercommunal, la poursuite du programme de rénovation énergétique des bâtiments et de l'éclairage public, le réaménagement du Calavon, et bien d'autres.

V.A.

Châteauneuf-de-Gadagne : un tournoi de volley-ball pour les jeunes

Écrit par le 22 novembre 2024



L'opération 'En volley-vous en Vaucluse', soutenue par le Conseil départemental de Vaucluse revient ce mercredi 18 mai après deux ans d'absence dus à la crise sanitaire. Pour l'occasion, le Comité départemental de volley-ball organise un tournoi destiné aux centres de loisirs et centres sociaux du territoire à Châteauneuf-de-Gadagne.

Le tournoi en 6 contre 6 concerne le centre aéré de la ville qui accueille la compétition et celui du Pontet, le centre d'animation socio-éducative de la ville de Sorgues, l'accueil de loisirs L'école buissonnière de Morières et le centre de loisirs municipal Saint-Jean de L'Isle-sur-la-Sorgue. Un second tournoi sera prochainement organisé à Apt pour les communes du Sud du département.

Cette initiative a pour objectif d'initier les jeunes entre 7 et 15 ans à ce sport afin de les orienter vers les clubs de volley-ball existants ou, éventuellement, d'en créer de nouveaux. Le projet permet également de proposer une activité pédagogique de qualité à ces jeunes des centres de loisirs et centres sociaux.

Le tournoi qui rassemblera une centaine d'enfants et aura lieu en extérieur au parc de l'Arbousière à Châteauneuf-de-Gadagne sera suivi d'une remise des trophées.

Mercredi 18 mai. 13h. Parc de l'Arbousière. 1360 Avenue Voltaire-Garcin. Châteauneuf-de-

Ecrit par le 22 novembre 2024

Gadagne.

V.A.

Les travaux de la RD34 entre Saint-Christol et les Alpes-de-Haute-Provence vont débuter



Depuis la fin de l'année 2019, la RD34, reliant Saint-Christol au département des Alpes-de-Haute-Provence, avait une partie de sa chaussée effondrée. Depuis, la route est restée fermée et la circulation déviée par la RD166 en Vaucluse et par la RD18 dans le département voisin.

Ecrit par le 22 novembre 2024



De forts intempéries ont causé cet effondrement. ©Département de Vaucluse

Ainsi, un nouveau passage de près de 500 mètres va être aménagé par le Conseil départemental de Vaucluse, des travaux sur le réseau fluvial vont être réalisés et la voie existante va être détruite. Des travaux dont le coût s'élève à 1,4 millions d'euros. Ils vont débuter le lundi 4 avril prochain et devraient durer 4 mois. Ils permettront aux automobilistes de pouvoir emprunter de nouveau la RD34 très prochainement.

V.A.

Premier coup de pioche pour le centre routier d'Apt

11 centres routiers maillent le département vauclusien. Celui d'Apt, qui dépend de l'agence routière de l'Isle-sur-la-Sorgue, compte 25 agents.

Ecrit par le 22 novembre 2024

Après le [centre routier de Carpentras](#) opérationnel depuis avril 2021, c'est au tour du centre d'Apt d'accueillir un ballet de pelleteuses pour une durée prévisionnelle de 11 mois. Entièrement financé par le Conseil départemental de Vaucluse, le nouveau centre routier s'étale sur 6 213 m² de terrain. Les travaux débutés il y a quelques jours reposent sur une enveloppe de 3,6M€.

Implanté dans le Parc d'activités économiques (PAE) de Perréal (quartier des Argiles), il remplace l'actuel centre situé en zone urbaine (quartier Paou) dont l'accès est devenu difficile. De plus, la surface de la parcelle où il est implanté, et dont l'Etat est propriétaire, apparaît insuffisante pour réaliser un centre routier répondant aux usages et contraintes actuelles sur le plan réglementaire et environnemental.

18 communes, 362 km de routes

Toute l'année et 24h/24h, 25 agents interviennent sur le réseau routier départemental des 18 communes suivantes : Apt, Auribeau, Bonnieux, Buoux, Caseneuve, Castellet, Gargas, Gignac, Lagarde-d'Apt, Lioux, Roussillon, Rustrel, Saignon, Sivergues, Saint-Martin-de-Castillon, Saint-Saturnin-les-Apt, Viens et Villars. Leurs missions consistent à surveiller l'état des routes et à réaliser les réparations courantes et les interventions de première mise en sécurité.

Au total, les agents gèrent 362 km de routes départementales dont plus de 70% sont des routes de desserte locale. Le centre intervient sur des routes à forts enjeux, comme une partie de la RD 900 (route d'Apt), la moitié de la RD 943 (Combe de Lourmarin), la RD 2 ou encore la RD 4. Il assure également l'entretien de 38 km de la véloroute du Calavon (Coustellet / Alpes-de-Haute-Provence).

Le centre routier a la particularité d'intervenir dans un secteur très rural présentant des zones de moyenne montagne. Ce secteur connaît des épisodes réguliers de gel et de neige : le maintien de la viabilité hivernale sur les routes, et notamment les RD 230, RD 30 et RD 34 qui permettent l'accès au plateau de Sault, est une activité importante du centre routier d'Apt.

Ces Vauclusiens à la maîtrise œuvre

La construction, d'une surface de 1 789 m², présente une architecture fonctionnelle conçue en réponse aux différentes contraintes impactant le site et le programme. Elle se compose d'un bâtiment administratif à l'entrée du site, de garages et ateliers, d'un abri véhicules et une aire de lavage en limite Ouest et enfin d'un abri à sel.

Parmi les entreprises lauréates du concours de maîtrise d'œuvre : le bureau d'étude structure '[Ingénierie 84'](#) (Cavaillon), le bureau VRD : '[Ellipse](#)' (Cavaillon), ou 'Drakkar ingénierie' (Cadenet). [AA Valence](#), est quant à elle l'architecte mandataire. En plus des 11 Centres d'entretien et d'exploitation routière (CEER), le Vaucluse compte 4 agences routières gérant au quotidien le domaine public, son entretien et sa surveillance.

L.M.

Écrit par le 22 novembre 2024

(Vidéo) Pierre Gonzalvez : “Dominique Santoni crée la Team Vaucluse.”



Rencontre sur le studio de [L'Echo du Mardi](#) lors de la soirée “[Cultive ta boîte](#)” organisée par le [Réseau Entreprendre Rhône-Durance](#) avec [Pierre Gonzalvez](#), Président de [Vaucluse Provence Attractivité](#) et Vice-Président du [Conseil départemental de Vaucluse](#).

Un nouveau drapeau sur l'hôtel du Département

Ecrit par le 22 novembre 2024



Le drapeau ukrainien flotte désormais au fronton du Conseil départemental de Vaucluse avec les drapeaux français et européen.

Le Conseil départemental a commandé une série de drapeaux ukrainiens, actuellement en cours de fabrication dans une entreprise vauclusienne, pour les mettre à disposition des communes qui souhaiteraient pavoiser leur mairie.

[Dominique Santoni](#), présidente du Conseil départemental de Vaucluse, participera par ailleurs, ce vendredi 4 mars, à une réunion de travail avec les deux coprésidents de l'Association des maires de Vaucluse, Pierre Gonzalvez et [Jean-François Lovisolo](#), le préfet de Vaucluse, [Bertrand Gaume](#), et différents services de l'Etat et du Département.

Objectif ? Coordonner et organiser la centralisation et l'acheminement des dons qui affluent actuellement dans de nombreuses communes du Vaucluse en soutien à la population ukrainienne. L'association France-Ukraine et la Croix-Rouge seront également associées à cette réunion.

Il sera également question du recensement en cours de tous les logements susceptibles d'accueillir rapidement des réfugiés ukrainiens en Vaucluse, dans le parc public comme chez des particuliers. La

Écrit par le 22 novembre 2024

Présidente mobilisait [en tout début de semaine](#) ses services pour identifier des locaux du Département disponibles.

Elle a par ailleurs demandé aux offices Vallis Habitat et Grand Delta Habitat de recenser les logements disponibles au sein de leurs parcs respectifs. Ces derniers n'ont pas tardé à témoigner leur soutien et transmettront une liste d'ici peu des logements mobilisables.

Lire aussi : [Lillia Lytvynenko : « Je suis fière du peuple ukrainien »](#)

Ukraine : Dominique Santoni procède au recensement des logements mobilisables

Écrit par le 22 novembre 2024



Face à la guerre, de nombreuses familles Ukrainiennes déracinées fuient les zones de combats pour trouver refuge dans l'Union Européenne. Plus de 500 000 personnes ont déjà franchi les frontières et d'autres suivront. [Dominique Santoni](#), présidente du Conseil départemental de Vaucluse, compte sur « l'esprit de solidarité qui doit prévaloir en pareilles circonstances ».

La cheffe de l'exécutif vient de demander aux services du Département, avec le concours du DGS (Directeur général des services), de recenser tous les lieux appartenant à la collectivité qui pourraient accueillir rapidement des réfugiés tel que le CDPAL, Centre départemental plein air et loisirs du Conseil Général et d'autres structures. Elle vient par ailleurs d'adresser un courriel à [Corinne Testud-Robert](#) et à Michel Gontard, respectivement présidente et président des offices Vallis Habitat et Grand Delta Habitat, pour leur demander d'identifier les logements vacants susceptibles de recevoir en urgence des réfugiés ukrainiens.

Michel Gontard s'associe à l'appel de Dominique Santoni. Actuellement, les équipes de la coopérative d'intérêt général Grand Delta Habitat recensent les logements susceptibles d'être mis à la disposition des

Écrit par le 22 novembre 2024

familles de réfugiés dans son parc locatif social. Dans les prochains jours, une liste exhaustive sera transmise.

Lire aussi : [Ukraine, l'Afuca coordonne l'action en Vaucluse](#)

Le Département affiche ses ambitions XXL sur le palais des papes



Le Conseil départemental de Vaucluse vient d'installer un trompe-l'œil de 1 700m² sur la façade du palais des papes à Avignon. Cette immense bâche est venue recouvrir l'échafaudage mis en place en août dernier afin de rénover les façades du palais vieux, la partie la plus ancienne du palais des Papes.

Opération de promotion du territoire

Pour cette opération de promotion XXL du territoire, le Département, maître d'ouvrage du chantier de restauration de ce monument historique dont il est en partie propriétaire, a obtenu l'accord de la ville d'Avignon et la Drac (Direction régionale des affaires culturelles) de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Composée de 5 toiles (dont une de 40m de hauteur et de 20 m de largeur pour celle située sur la tour de la Campana), le support a été réalisé par la société française Lioté, basée à Boulogne et spécialisée dans les toiles événementiels grands formats. Le visuel marie le palais des papes et le mont Ventoux. Il porte

Écrit par le 22 novembre 2024

également le nouveau slogan du Département : 'Vaucluse, le Sud des possibles'. L'installation provisoire sera présente jusqu'en 2023, moment où, après 18 mois de chantier, elle devrait être démontée en même temps que les échafaudages installés par l'entreprise Altrad Arnholdt.

Plus qu'un slogan

« Vaucluse, le Sud des possibles, c'est plus qu'une formule, c'est d'abord une conviction que j'ai chevillée au corps : notre département, avec ses atouts incroyables, avec son climat, ses paysages, ses talents, son Très Haut Débit bientôt sur 100% du territoire, est loin d'avoir réalisé tout son potentiel, explique [Dominique Santoni](#), nouvelle présidente du Conseil départemental. Demain, si nous nous retrouvons tous les manches, il sera plus moderne, plus attractif, plus prospère. Nous devons faire connaître partout en France, et même dans le monde, tout ce qui fait notre singularité. Loin des grandes métropoles, à l'heure où le télétravail se développe massivement, nous offrons tout ce qui permet aujourd'hui de développer des projets innovants et de réussir sa vie. Soyons audacieux et ambitieux pour nous-mêmes. Au Sud, il existe un territoire où se construit un avenir meilleur. C'est nous, c'est le Vaucluse. »



Crédit photo: Conseil départemental de Vaucluse

Un chantier de restauration de 5,82M€

Après des travaux d'urgence réalisés au printemps 2020, ce chantier de restauration comprend 2 étapes, dont la première est programmée en deux phases. La première phase, de mai à août 2020, a concerné la sécurisation des merlons (la partie supérieure de l'édifice) de la chapelle Benoît XII, consolidés grâce à la pose d'un filet en maille d'inox, invisible depuis le sol.

Le coup d'envoi de la [seconde tranche](#) des travaux a été donné en août 2021, pour une durée de 18 mois. Elle concerne la restauration de la tour de la Campanie et de l'aile des Familiers. Pour la Tour de la Campanie, les travaux vont permettre la mise en sécurité des mâchicoulis, la restauration des menuiseries et des grilles en fer forgé ainsi que la révision des couvertures. Quant à l'aile des Familiers, elle fera, elle

Écrit par le 22 novembre 2024

aussi, l'objet d'une attention particulière avec la restauration des merlons du côté Ouest, des vitraux et des pierres de façade.

A cette occasion, le parti pris de restauration est innovant pour le site, autant par la philosophie de restauration (conservation maximale de la pierre tout en redessinant la silhouette ancienne du palais) que par les techniques de nettoyage, notamment l'utilisation d'huiles essentielles de citron et de géranium. Comme pour la tour de la Campana, la toiture sera également remise en état. Ces travaux sont dirigés par l'équipe de Pierre-Antoine Gatier, architecte en chef des monuments historiques.

Il restera, à partir de 2023, à mener la seconde étape de la restauration du palais des papes, celle consacrée à la chapelle pontificale Benoît XII. Autant d'opérations vitales pour redonner tout son lustre au plus grand palais gothique du monde, classé aux Monuments Historiques depuis 1840. Il est aussi protégé au titre du Patrimoine Mondial de l'Unesco depuis 1995.

Une convention a été passée avec la ville d'Avignon pour la partie de bâtiment lui appartenant. Le palais des papes est en effet propriété des deux collectivités. Ce chantier de 5 820 000€ est principalement financé par le Conseil départemental de Vaucluse et subventionné par l'Etat, via la Drac Paca, avec une participation financière de la ville d'Avignon.

Conseil départemental : aucune chambre à part pour l'Ehpad de Sablet

Ecrit par le 22 novembre 2024



Service public, aménagement routier, Ehpad, habitat, le tour des sujets qui ont rythmé la vie de la cité, rue Viala, ce 26 novembre.

Dans une utopie féerique, chaque représentant transcenderait ses appartenances, écouterait son opposant sans interrompre à tour de bras, se garderait de quelques appréciations personnelles. Les dissensions historiques s'effaceraient volontiers au profit de l'intelligence collective. Hélas, les turpitudes terrestres sont toutes autres. Au-delà des missives, bien heureux de constater que des projets avancent, les délibérations se votent à l'unanimité et certaines initiatives font consensus. Tour d'horizon.

Service public en milieu rural

Le [Tilleul d'or à Sablet](#) a au moins le mérite de susciter l'adhésion de toutes les allégeances politiques. Portée par Sophie Rigaut (canton de Vaison-la-Romaine) et Jean-François Lovisolo (maire de la Tour-d'Aigues), une motion remet sur la table le service public en milieu rural. A l'origine, une décision émanant de l'ARS prévoyant la fusion des Ehpad de Sablet et de Sainte-Cécile-les-Vignes, avec une

Ecrit par le 22 novembre 2024

priorité de reconstruction donnée à Sainte-Cécile. « C'est bien la possible fermeture de l'établissement qui se dessine alors qu'il est en parfait état d'entretien et sans problème d'équilibre financier. Fort de ses 46 lits et de ses 50 emplois, le Tilleul d'or doit continuer sa mission en faveur de nos aînés », explique Sophie Rigaut (Vaucluse écologique et solidaire).

Jean-François Lovisolo appelle à la préservation de ces deux établissements, « nous sommes dans la complémentarité, pas dans l'opposition des territoires. C'est à l'Etat qu'incombe la responsabilité de doter de moyens suffisants pour faire face aux besoins. Nous pouvons saisir l'ARS par notre action collective pour pérenniser Sainte-Cécile. » Hervé de Lépinau (canton de Carpentras) votera cette motion, « bien qu'elle soit présentée par la gauche et extrême gauche, nous sommes tous collègues d'une même assemblée, pour le bien commun et l'intérêt général, on ne regarde plus l'étiquette politique ». Une saillie à l'endroit du conseiller départemental Samir Allel (canton Avignon 1), qui quelques minutes plus tôt souhaitait s'abstenir sur une délibération plutôt que de voter contre et apparaître ainsi au côté du RN.

« J'aime bien la bagarre »

Yann Bompard (Ligue du sud), convoque le passé : « vous avez tous soutenu des majorités politiques par le biais des alternances », ce qui explique selon lui la décadence du service public aujourd'hui. Anthony Zilio (maire de Bollène) votera la motion tout en attirant l'attention sur le ratio Ehpad/nombre d'habitants. « Il y a 17 cantons, environ 30 000 habitants par canton, sur celui Bollène nous avons deux Ehpad ». Il salue la bienveillance du projet, et rappelle au fils de Jacques Bombard, dernièrement [démis de ses fonctions](#), l'historique. « C'est bien sa maman (Marie-Claude Bompard, Ndlr.) qui a fait partir 25 lits d'Orange, j'étais le seul à m'y opposer. »

Il fulmine, tapote sur son micro, n'attend qu'une chose. « Monsieur Zilio, j'aime bien la bagarre », déclare Yann Bompard qui multiplie alors les qualificatifs élogieux à l'égard de l'édile de Bollène : « capacité de serpent à changer de camps très rapidement » ou « coutumier du mensonge » volent dans la salle. Et d'ajouter : « mêmes nos collègues de gauche ont été témoins du combat que Marie-Claude Bompard a mené pour la préservation de l'Ehpad. Ne m'attaquez pas, vous n'avez pas le niveau ». Et la cheffe de l'exécutif de rétablir certaines règles : « cessez d'apporter des appréciations personnelles. »

Que veulent vraiment les personnes âgées ?

La présidente du Conseil qui a hérité du dossier, a fait basculer la situation de suppression à fusion. « Cela ne signifie pas la suppression de l'établissement de Sablet mais sa requalification en Ehpad de nouvelle génération, innovant. » Dominique Santoni entend s'adapter aux nouveaux besoins. « Il faut que l'on entende les désirs des personnes âgées. Aujourd'hui, je crois que plus de 90% des personnes âgées souhaiteraient, si possible, vieillir le plus longtemps chez elles. »

La présidente portera le dossier au préfet et à l'ARS. « Si jamais nous avons une fin de non-recevoir, ce que je ne souhaite pas, nous garderons nos acquis. Si la réponse est négative, nous nous rangerons derrière une reconstruction à Sainte-Cécile et un Ehpad innovant à Sablet. Nous nous battons tous avec vous. » Même son de cloche du côté Thierry Lagneau (maire de Sorgues) pour « faire vaciller les

Ecrit par le 22 novembre 2024

autorités ».



Crédit photo: Linda Mansouri

Déviation de Violès, « la balle est dans le camp de l'Etat »

Au chapitre aménagement, Thierry Lagneau est interrogé sur l'avancement de [la déviation de Violès](#) traversé par « quasiment 500 poids lourds par jour. » Le vice-président ne cache pas sa surprise à la lecture d'une récente parution presse à ce sujet. « C'était peut-être une mauvaise interprétation de ce que j'ai pu écrire à l'association 'Violés sans poids lourds'. [...] Le dossier est très lourd, il s'apparente à une course d'obstacles. Je peux vous assurer que les services sont pleinement mobilisés pour les franchir un à un. »

L'édile de Sorgues souligne l'importance des études qu'il a fallu réactualiser, eu égard à l'évolution des procédures environnementales. « Nous avons déposé les différents dossiers d'autorisation, la balle est

Ecrit par le 22 novembre 2024

dans le camp de l'Etat. » L'année 2022 sera cruciale pour engager les travaux préparatoires, en vue d'une mise en service fin 2025. « Le planning est inchangé. Je mesure que c'est long pour ceux qui subissent, mais toutes ces procédures sont incontournables. »

Relance : 26 premiers projets financés

En 2020, le plan de relance 'Plus en avant' de 12M€ a été mobilisé par le Département sur trois ans, pour soutenir financièrement l'investissement public et les projets d'aménagement structurants. Sur les 25 communes ayant adressé un dossier, [18 premières communes](#) ont été retenues et recevront une subvention de 30.000€ chacune. Les projets devaient prendre en compte les axes prioritaires du Département : climat, énergie, attractivité, proximité, économie circulaire, circuit court, biodiversité.

De la même manière, [5 intercommunalités](#) percevront 3,4M€ pour dynamiser leur investissement. 7 projets sur 8 déposés, ainsi que le projet porté par le Parc naturel régional du Luberon (réalisation d'une salle polyvalente au château de Buoux) ont été sélectionnés par le département au titre de la 1^{ère} vague, et votés en plénière. Une enveloppe qui vient en complément des différents financements affectés tout au long de l'année dans le cadre de la contractualisation départementale.

Rénovation énergétique

Autour d'une délibération sur la participation du Département aux opérations de propriétaires bailleurs privés ou propriétaires occupants modestes dans le cadre des programmes co-financés par l'[Anah](#), certains élus soulignent le manque de communication du dispositif Opah (Opération programmée amélioration de l'habitat). Cette opération réunit plusieurs organismes financeurs en vue de rénover, réhabiliter et aménager des logements.

Selon Samir Allel, le taux de précarité énergétique du Vaucluse est un des plus importants de la région Paca, plus spécifiquement sur Avignon. « On se rend compte que peu d'Avignonnais ont bénéficié du dispositif, car ils n'en ont pas fait la demande. Mais cela veut dire que quelques parts, il y a un manque d'informations. » Anthony Zilio acquiesce et insiste sur la nécessité d'orienter le travail incitatif vers les propriétaires « qui ne font pas forcément les travaux nécessaires. »

« Ce ne sont pas les migrants qui habitent les logements sociaux »

Place à une convention relative à l'amélioration de l'habitat pour la copropriété Emile Zola à Carpentras. Hervé de Lépinau : « ce qui est problématique dans ce dossier, c'est que nous allons investir énormément d'argent sur un ensemble immobilier vétuste, avec des normes de construction des années 60, 70. » Une incitation à favoriser selon ce dernier « certains marchands de sommeil », entendez par là, des personnes bénéficiant d'aides sans pour autant améliorer leur parc. L' élu RN propose alors de démolir et reconstruire avec les nouvelles normes énergétiques. Et de faire référence ensuite à la « politique migratoire non maîtrisée ».

Pour Fabrice Martinez-Tocabens (canton Avignon 2), « les gens sur place ne sont pas des marchands de

Ecrit par le 22 novembre 2024

sommeil. On peut être propriétaire et avoir des revenus modestes. [...] C'est plutôt une bonne chose que la puissance publique s'en mêle. » Léa Louard (canton Avignon 1) abonde : « pourquoi ne pas aider ces copropriétés à être rénovées et ne pas renflouer des 'syndic' qui parfois prennent des sommes astronomiques, ne rénovent pas, et laisse détériorer les copropriétés ? »

Jean-François Lovisolo qui salue le bien fondé du dispositif, regrette le dérapage sur les politiques nationales. « On sent que les législatives et les présidentielles arrivent. Entre autres, ce ne sont pas les migrants qui habitent les logements sociaux, ce sont des gens qui travaillent et essaient de s'en sortir. [...] Au-delà de l'amélioration, on y intègre les loyers encadrés ». Une mesure bienvenue lorsque l'on « s'aperçoit de la flambée du prix de l'immobilier en Vaucluse ».



Crédit photo: Linda Mansouri

Ecrit par le 22 novembre 2024

Vallis habitat et loi Résilience

La CUS, Convention d'utilité sociale de l'OPH Vallis Habitat et de Grand Delta Habitat, d'une durée de 6 ans, présente les orientations des bailleurs sociaux. Jean-François Lovisol, administrateur de Vallis habitat pointe du doigt les nouvelles réglementations en matière d'isolation thermique qui s'imposeront au bâtiment. « Nous avons environ 30 ans de retard. Mon inquiétude est que l'on s'oriente sur la mise aux normes de nos bâtiments, et que l'on ne construise plus, alors que la demande est très forte. [...] Nous allons devoir nous interroger sur la nécessité de doter Vallis Habitat de fonds pour rester un organisme public efficient. »

Dominique Santoni de répondre : « vous avez raison, la [loi Résilience](#) va ajouter des contraintes. J'insiste, il y a une forte pression sur le volume des réhabilitations. [...] le parc est relativement ancien, 76% des logements devraient être réhabilités. On paye aujourd'hui la gestion dans les années 2000. [...] Nous avons déjà commencé à réfléchir à ce que serait l'avenir de Vallis habitat dans les années à venir. »

« Si vous souhaitez nous attaquer, attaquez-nous »

Au détour d'une délibération anodine, Joris Hébrard (maire du Pontet) rappelle à la présidente qu'il est dans l'attente depuis 4 mois de l'embauche d'un collaborateur du groupe RN, en la personne d'André-Yves Beck. « La majorité que vous dirigez n'a aucun droit sur cette embauche. [...] » Reste que la rémunération d'un collaborateur de groupe est à la charge de la collectivité. La présidente persiste et signe : « Je n'ai pas changé d'avis. C'est non. Dernière solution, que vous nous attaquiez, attaquez-nous. »

André-Yves Beck a été directeur de la communication du maire d'Orange, Jacques Bombard, puis directeur de cabinet de Robert Ménard, maire de Béziers. En guise de représailles, Hervé de Lépinau prendra soin de s'abstenir sur un vote relatif aux délégations de la présidente. « Cela démontre une forme d'arbitraire dans votre manière d'apprécier ce dossier. »

Mineurs non accompagnés

Dans le cadre de la prise en charge des enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance ASE, Marie-Thomas de Malleville (RN, canton de Carpentras) montera au créneau sur une des 14 fiches d'action ciblant les « anciens mineurs non accompagnés. » Le Conseil départemental prend en effet en charge 341 mineurs non accompagnés (MNA), dont 155 d'entre eux sont déjà majeurs. Objectif ? Les accompagner dans un projet d'insertion socio-professionnelle en tant que jeune majeur pour les rendre ensuite autonome. Pour l'élue RN, « cela fait beaucoup de jeunes qui ne sont plus mineurs, encore pris en charge par le Département, alors qu'ils ne devraient pas l'être. »

Pour Suzanne Bouchet, présidente de la commission enfance et solidarité : « pas de différence entre les gens qui ont envie de travailler, on ne les retrouvera pas au RSA à 25 ans. » En conclusion, cette dernière rappelle que « pour ces jeunes majeurs, toutes origines confondues, plus de 80% ont un CDI à la fin de leur contrat. » La délibération sera finalement votée, sans le soutien de la famille RN.